

Rapport de l'atelier production (Forum du 23 novembre 2008)

Président : Prof. Luc Lavrysen

Rapporteur : Marc Depoortere

De manière générale, les trois teasers proposés sont jugés très pertinents par les participants, avec une réserve néanmoins pour le troisième teaser.

Il est rappelé que le volet production est intimement lié à la consommation. Ainsi, par exemple, vouloir gérer de manière plus durable la production d'énergie doit nécessairement s'accompagner d'une gestion de la demande.

Enfin, il ne faut pas adopter une vision purement matérielle au cycle de production consommation, l'analyse doit aussi porter sur les services.

Teaser 1 : mise en réseau des productions locales

Avant tout, il conviendrait de bien analyser les problèmes qui caractérisent la situation existante. Cette analyse devrait porter tant sur le fonctionnement et l'organisation du marché de production d'énergie en Belgique (intérêts des acteurs principaux) que sur les dimensions techniques (adaptation des réseaux de distribution et peut-être de transport). Ces deux facteurs peuvent entrer en conflit avec la volonté de faire évoluer le système belge de production d'énergie.

Un des grands problèmes est qu'investir dans une décentralisation de la production n'est a priori pas source de bénéfices pour les investisseurs privés. D'autre part le système actuel contient beaucoup de facteurs d'irréversibilité. Il faut investir rapidement dans les dix années qui viennent pour mettre en place un système énergétique qui ne nous bloque pas dans des solutions irréversiblement non durables. Ceci nécessite une vision stratégique à long terme, qui tienne compte de tous les besoins (particuliers, transports, établissements publics, entreprises, industries...). Développer cette vision à long terme devra se faire selon un processus démocratique et participatif. Des instruments d'évaluation des politiques comme le DOEB devraient aussi pouvoir être mobilisés pour décider des politiques.

Il existe aussi un problème dans la redistribution des bénéfices que le système actuel génère. Certains participants évoquent la nécessité d'une plus grande intervention de l'Etat, pouvant aller jusqu'à une nationalisation du système. Une transition du système énergétique nécessitera en effet un financement important sur un temps relativement court. L'Etat devrait aussi jouer le rôle essentiel d'investisseur, que le privé n'est pas capable d'assumer. Ce flux financier pourrait être trouvé dans les bénéfices actuellement redistribués, notamment dans les sur bénéfices générés par la filière nucléaire de production d'électricité. Ces idées ne font pas l'objet d'un consensus au sein des participants.

On estime que si la production locale semble a priori plus efficace, son encouragement est avant tout un choix politique. Les acteurs privés seront toujours nécessaires. L'énergie est un bien qui doit être transformé et produit et ensuite vendue sur un marché, qui doit pouvoir fonctionner correctement.

On souligne d'autre part que la production d'électricité devrait encore croître, même si des potentiels considérables d'amélioration de l'efficacité énergétique existent tant au niveau de la production, du transport, de la distribution et surtout de la consommation.

Le problème de stabilité des réseaux est aussi évoqué, cette stabilité présente aussi un intérêt stratégique, notamment pour l'activité industrielle, qui a besoin d'une capacité de puissance mobilisable élevée.

On rappelle enfin que la production locale concerne aussi la production combinée électricité/chaleur et la production de chaleur (réseaux locaux de distribution de chaleur), au niveau d'un groupe de maisons, d'un quartier, voire d'une ville. Il faut réfléchir plus en terme d'organisation locale de la production de chaleur et d'électricité et il y a là un rôle essentiel pour les acteurs privés.

Des outils techniques existants comme le smart metering ou les réseaux intelligents auront un rôle à jouer, notamment dans la stabilisation des réseaux.

Teaser 2 : Management cycle de vie (C2C)

Le principe de gestion intégrée du cycle de vie semble largement soutenu par les participants. Néanmoins, plusieurs questions se posent.

Il faut ainsi tenir compte de l'aspect énergétique dans le management du cycle de vie. Recycler des matériaux demande aussi une consommation d'énergie, qui doit être prise en compte dans le calcul du cycle de vie total. Lier la conception d'un produit à un cycle de recyclage gourmand en énergie risque d'induire des irréversibilités.

Une des priorités doit aussi être de relocaliser les productions et les chaînes de production, et donc aussi les filières de recyclage.

Enfin, le rapport entre d'une part les coûts des matériaux et de l'énergie et d'autre part le coût du travail est un élément clé pour que se développe ou non des cycles de recyclage.

Le concept « cradle to cradle » semble relativement peu connu par les participants ; il serait nécessaire de montrer des exemples de bonne pratique. Il est possible que des cycles de produits

Ce qu'il faudrait viser c'est un allègement des produits ainsi qu'une augmentation de leur durée de vie, afin de diminuer l'empreinte du recyclage par une meilleure conception du produit et de ses composants.

Parmi les instruments évoqués pour développer le recyclage, on trouve :

- Un prix plus élevés pour les matériaux et l'énergie,
- Le développement du leasing contractuel : garantir pour un service donné la mise à disposition de l'appareil le plus efficace,
- rendre le producteur responsable via une taxe/cotisation (la cotisation recupel est citée comme contre exemple car son montant ne dépend pas des qualités du produit sur lequel elle est levée).

Teaser 3 : Décarbonisation des produits

Ce teaser semble faire moins l'unanimité que les précédents, peut-être aussi parce qu'il est formulé de manière ambiguë. Il devrait plutôt être reformulé comme la nécessité de décarboner toute l'économie (ou de la rendre sobre en carbone), en recouvrant non seulement les produits, mais aussi l'énergie.

On souligne en tout cas ici aussi la nécessité d'adopter une vision globale qui intègre l'énergie et les matières nécessaires pour le produire, le transporter, l'utiliser et le recycler.

Au nom de la décarbonisation, il ne faudrait pas encourager la substitution de produits et services actuels par des méthodes ou produits encore plus nuisibles. L'exemple des agrocombustibles est cité comme cas qui demande une analyse complète, car ils peuvent induire des impacts très négatifs (biodiversité, concurrence entre cultures énergétiques et vivrières...). L'utilisation d'une ressource renouvelable peut aussi amener à des impasses.

Enfin, le fait de modifier l'unité de compte sous tendant la monnaie a été évoquée, même si cette proposition ne fait pas unanimité. Ainsi, chacun pourrait recevoir son salaire en

unités carbone. Les prix des biens et services seraient ainsi libellés en unités carbone et non plus en unités de travail/capital comme actuellement.

Messages principaux pour les politiques

Il faut développer d'urgence une vision stratégique à long terme pour une économie faible en carbone. Cette vision doit être construite sur la base d'un processus démocratique et participatif.

Dans les années qui viennent devront être prises des décisions d'investissements très importants. Il faut éviter les irréversibilités non durables dans nos pays, mais aussi tout particulièrement dans les pays en développement.

La nécessité de développer une économie à faible taux de carbone doit être soutenue par une politique industrielle qui donne les directions de la transition.

Une priorité est de développer les instruments qui permettent une internalisation des externalités et/ou du prix du carbone.